

Brésil : ignorer la décision de l'ONU sur Lula entame la crédibilité du pays



Brasilia, 22 août (RHC)- L'ex ministre brésilien des Affaires étrangères, Celso Amorín, a mis l'accent sur le fait qu'une éventuelle désobéissance à l'exigence du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU de garantir la participation de Luiz Inacio Da Silva, Lula, aux prochaines élections menace aujourd'hui la crédibilité du pays.

Dans un article publié aujourd'hui, l'ex-diplomate a lancé une mise en garde sur le fait que l'irrespect de la directive, à caractère contraignant, d'une entité internationale, est la même position de pays comme l'Afrique du Sud aux temps de l'apartheid.

L'ex-ministre brésilien des Affaires étrangères a rappelé que la juridiction de ce conseil des Nations Unies a été volontairement acceptée par le l'état brésilien quand il a ratifié en 2009 le protocole facultatif sur les Droits Civils et Politiques.

À ce propos, il a signalé que cet organe de l'ONU a déterminé que les droits politiques de Lula doivent être garantis y compris ceux inhérents à sa candidature présidentielle tant que les recours qui attendent d'être analysés au sujet de sa condamnation à 12 ans et 1 mois de prison ne seront pas complétés avec

une procédure juste.

Celso Amorín a dénoncé le fait que, cependant, aussi bien le ministre de la justice, Torquato Jardim, que le ministre des Affaires étrangères ont assumé des positions contraires au récent mandat de l'organisation internationale.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/169678-bresil-ignorer-la-decision-de-lonu-sur-lula-entame-la-credibilite-du-pays>



Radio Habana Cuba